

À l'occasion du 6e anniversaire de Fukushima

Manifestation le samedi 11 mars 2017

à 14 h 30, place de la République

contre le retour forcé des populations en zone contaminée

contre les Jeux Olympiques de Tokyo de 2020

pour l'arrêt du nucléaire en France

Le 11 mars 2011 débutait **la catastrophe nucléaire de Fukushima**. Six ans après, elle **n'est toujours pas maîtrisée** : la radioactivité continue à contaminer la mer et le territoire alentour. Les énormes travaux de décontamination entrepris s'avèrent inefficaces, et ne sont plus qu'un alibi.

Car **le gouvernement japonais veut faire croire à un retour à la normale**. En supprimant bientôt les indemnités accordées aux évacués et en coupant l'aide au logement aux 32 000 réfugiés "volontaires", **il veut contraindre au retour ceux qui ont dû fuir**. Et il compte sur le méga-spectacle des JO de Tokyo en 2020 pour convaincre que la page du désastre est tournée et faire repartir la croissance.

Dénonçons cet énorme gaspillage d'argent public, alors que l'argent manque pour aider les réfugiés. **Soutenons les victimes de la catastrophe** et leur droit à retrouver une vie normale, hors des zones contaminées. **Exigeons le suivi des conséquences sanitaires** (on compte déjà 145 cas de cancer de la thyroïde parmi les enfants et les jeunes de Fukushima). **Soutenons le boycott des JO de Tokyo !**

Le gouvernement japonais n'agit pas seul : il a le soutien du lobby nucléaire international, et notamment du lobby français. Ces criminels ont remis en service, en l'adaptant, leur programme Ethos mis au point à Tchernobyl, dans le but de convaincre les populations de "vivre avec la radioactivité". Pour eux, le Japon est le laboratoire de ce qu'il faudra sans doute un jour mettre en œuvre ailleurs, et notamment chez nous en France.

Car en France, où l'on compte **58 réacteurs vieillissants** (dont on apprend aujourd'hui que des pièces essentielles ont subi au départ des malfaçons), le scénario d'une prochaine catastrophe nucléaire ne relève plus de la science-fiction. Et pourtant ils continuent. L'EPR est un fiasco technique et financier, l'industrie nucléaire est en faillite, mais ils s'entêtent. Seule la pression populaire peut obliger le pouvoir à prendre la décision qui s'impose : **l'arrêt du nucléaire, avant la catastrophe.**